

Philippe Moitry

Philippe Moitry est le trésorier d'«Après Job».

Pouvez-vous parler du renouvellement du bail des locaux occupés par l'association Après Job ? Sera-ce fait gracieusement ?

En fait, le bail est assuré. Tout est fait dans le respect des conditions de ce bail. On remplit vraiment toutes les conditions. Depuis le plan social de 2001 qui a frappé les salariés de Job, il existe une tacite reconduction de ce bail. Mais la mairie conteste. Elle veut récupérer les locaux alors qu'elle n'a pas tenu ses engagements.

À quels engagements faites-vous référence ?

Les engagements de la mairie étaient les suivants : une reconduction du bail pendant la durée du plan social. Et l'embauche de 14 salariés de Job. Aujourd'hui, il n'y a eu que 9 embauches. En fait, parmi toutes les collectivités impliquées, seule la mairie de Toulouse ne joue pas le jeu. Et ça fait des années que ça dure. Ce qu'elle ne veut pas comprendre, c'est qu'il y avait déjà eu un plan social en 1995. Et on est encore en train de le gérer. L'usine a fermé en 2001. Arrive alors le second plan social. On en a au moins jusqu'à 2010. Mais la mairie s'oppose à nous parce que nous faisons un important travail au quotidien. L'association «Après Job» travaille beaucoup avec les autres associations de quartier. Dans l'esprit d'une véritable démocratie de proximité. En matière d'insertion, on a fait nos preuves. Pour le reclassement aussi, c'est évident. On est une vraie force de proposition. Et ça ne plaît pas forcément à la mairie. Ce qui doit la gêner aussi, c'est que ce local est aussi le siège d'un syndicat. Mais l'association «Après Job», ce n'est qu'un outil de la CGT.

Vous allez rencontrer François Chollet le 19 juin pour évoquer tous ces sujets. Qu'attendez-vous de ce rendez-vous ?

Nous, on n'attend rien ! Le bail est en règle. On a rien à se reprocher. Mais le plan social n'est pas terminé. Ils nous doivent des emplois. Ils doivent nous aider. Dans les médias, la mairie fait beaucoup d'effets d'annonces. Alors... si elle veut modifier le bail, on dira peut-être oui. Encore faut-il que leurs propositions nous conviennent. C'est tout ce que nous avons dit à François Chollet la dernière fois que nous l'avons vu. Il faut trouver un compromis. Mais il est fort possible que la situation n'évolue pas. La mairie va peut-être rester sur ses positions. Aujourd'hui, des anciens de Job n'ont toujours pas de travail. D'autres sont seulement en CDD. C'est ça qui nous préoccupe en premier lieu.

**LA VOIX DU MIDI
(JUIN 2006)**